ILS ÉTAIENT DES BÂTISSEURS, PEUVENT-ILS ENCORE L'ÊTRE ?

Mots Clés

Adulte
Jeune
Avenir
Québec
Immigration
Individualisme
Baby-boomer

Résumé Ce texte a fait l'objet d'une conférence publique prononcée le 10 novembre 2010 à Montréal. Cette réflexion sur l'avenir du Québec est présentée dans sa forme originale. Moncef Guitouni y décrit le cheminement qui l'a mené de la Tunisie à la France puis au Québec, où il a choisi de s'engager pour participer à son développement à partir de la fin des années 1960. Il retrace l'évolution du Québec depuis la Révolution tranquille en passant par le référendum de 1980 et se questionne sur le choix d'une génération qui a renoncé à se donner un pays au profit de la préservation de ses acquis. Il fait le constat de la situation d'une jeunesse qui vit des difficultés et qui ne croit pas dans ses chances d'avancer. Il invite à réfléchir sur les décisions à prendre dans l'intérêt des générations futures.

Par Moncef Guitouni, psychosociologue et chercheur

Je suis heureux d'être parmi vous ce soir et, surtout, d'avoir la possibilité de discuter d'un sujet qui me tient à cœur : l'avenir du Québec. Cela ne veut pas dire que le Canada ne m'intéresse pas, mais le Québec a un peuple dont l'histoire est particulière. Il a connu plusieurs bouleversements. Lorsque je suis venu au Québec, à la fin des années 1960, je n'ai discuté ni de souveraineté ni de séparation. J'ai plutôt participé à un projet de société au sein duquel je me suis engagé. Je vous dis cela parce que ce soir, ma conférence ne sera pas habituelle. Je vous propose un questionnement et une réflexion, et je voudrais, en même temps, que vous tous, vous engagiez le dialogue avec moi pour qu'ensemble nous puissions comprendre pourquoi nous sommes arrivés au stade où nous en sommes maintenant.

Parcours d'un immigrant engagé

Mais avant de parler du présent, revenons sur le passé. Il y a plus de 40 ans, je suis arrivé au Québec animé d'une passion qui m'habite depuis mon jeune âge, car je suis un homme qui n'a pas hésité à s'engager pour son pays natal, la Tunisie, afin de défendre les principes et les bases d'une vie orientée vers l'avenir de son peuple. C'était alors la bataille pour l'indépendance. Par la suite, dans la jeune vingtaine, j'ai quitté la Tunisie, pour aller me former, apprendre et devenir quelqu'un de responsable afin de poursuivre mon engagement social. C'est en France que j'ai découvert le sens de l'universalité et que j'ai appris à devenir universaliste, c'est-à-dire participer à créer la cohésion, l'unité, et bâtir ensemble un avenir qui a un sens, au-delà des peuples, des races et des religions. C'est pour cela aussi que je n'ai pas hésité à m'inscrire dans la démarche du général de Gaulle, celle de donner la capacité à la France d'occuper une grande place dans le monde, de ramener le peuple français à s'engager dans l'évolution, dans le développement et dans l'avenir pour sortir de son carcan. Malheureusement, le peuple français est une chose, et les structures françaises en sont une autre. C'est une des raisons qui m'ont amené à quitter la France, parce que j'ai

découvert qu'en tant qu'étranger et jeune ayant terminé ses études et commencé des recherches, je ne pouvais ni percer ni prendre ma place dans ce pays. Je l'ai quitté non pas parce que je ne l'aimais pas, mais parce qu'à l'époque – et paraît-il que c'est encore le cas de nos jours –, on ne laissait pas la possibilité aux étrangers de prendre leur place, de montrer ce qu'ils pouvaient accomplir et ce qu'ils pouvaient réussir socialement. Mais je ne suis pas ici pour discuter de cette situation, parce que la réflexion qui m'intéresse porte sur le Québec.

En 1967, j'ai eu le privilège d'être parmi les gens ayant accompagné le général de Gaulle lors de son voyage au Québec et, surtout, d'être présent sur le balcon de l'hôtel de ville de Montréal lorsque le célèbre « *Vive le Québec… Vive le Québec libre* ! » fut prononcé. Ce jour-là, quelque chose s'est animé en moi, je dirais ma passion. Je me suis dit : « *Voilà un peuple qui commence une bataille pour son avenir et pour son identité.* » Comme je n'avais pas eu la possibilité de terminer cette bataille en Tunisie et que j'avais eu la chance de découvrir le sens de l'universalité, j'ai pris la décision de venir m'installer au Québec.

J'ai découvert un peuple capable qui voulait réussir, aller de l'avant, qui cherchait à se développer et n'avait pas peur de prendre des risques.

En 1968, j'ai assisté à deux événements marquants : la prise du pouvoir au Canada par Pierre Elliot Trudeau et la naissance du Parti Québécois au Québec. Mon regretté frère aîné m'a dit : « *Tu as vu ce monsieur, il s'appelle René Lévesque. C'est un futur président de la République.* » Je lui ai répondu que s'il devenait premier ministre, ce serait une chance extraordinaire pour le peuple québécois. Ultérieurement, j'ai non seulement eu le bonheur de voir René Lévesque accéder à la fonction de premier ministre, mais je l'ai côtoyé, je l'ai connu, j'ai discuté avec lui et j'ai perçu et reconnu en lui une passion, celle de donner aux Québécois une fierté, une identité et surtout un pays. Qui a-t-il de plus beau et de plus noble que cela ? Je suis persuadé que sa mort prématurée est liée en grande partie à sa déception, voire aux trahisons qu'il a vécues.

C'est au début de 1969 que mon épouse et moi sommes venus nous installer définitivement au Québec. Beaucoup de personnes me disaient : « *Tu vas te faire dire que tu es un étranger* » ou « *Qu'est-ce que tu es venu faire ici ?* » Non, je ne me sentais pas étranger ! Je me suis tellement identifié à ce pays. Je me sentais Québécois et je défendais le Québec comme si c'était mon pays natal. J'ai adopté le Québec parce que j'ai découvert un peuple capable, à l'époque, d'initiatives et d'actions. Un peuple qui voulait réussir, aller de l'avant, qui cherchait à se développer et n'avait pas peur de prendre des risques. Ce peuple mettait sa confiance en l'avenir et voulait exprimer haut et fort qu'il existait et qu'il était là pour rester. Je sentais son besoin vital de s'affirmer.

Rappelons que la génération des années 1920 a commencé à prendre conscience de l'importance de se battre pour l'avenir parce que la population souffrait, manquait de sécurité et recevait peu ou pas d'instruction et de soins médicaux. Cette génération a tout fait pour essayer de construire un avenir pour ses enfants. Elle a souhaité ardemment faire du Québec un pays avec une économie solide. Ses héritiers ont travaillé fort pour faire prospérer le Québec.

J'ai décidé de m'intégrer à ce peuple et de participer, à mon tour, à la construction d'un avenir qui, à l'époque, ne laissait pas supposer que nous arriverions un jour à vivre une situation difficile, une situation de crise, comme c'est le cas aujourd'hui. Je peux dire qu'à travers mes efforts investis à la fin des années 1960 et durant les décennies suivantes, j'ai participé avec conviction et avec espoir à ce qu'on peut appeler « bâtir un peuple », je dirais aussi « un pays et une nation ».

Le référendum de 1980 au Québec

Malheureusement, plus les années ont passé, plus la vie au Québec est devenue synonyme de conflits, d'exploitation et de consommation. On a oublié la relance et l'investissement. On a mis de côté tout le processus d'émancipation et de consolidation d'un peuple. Une première déception, qui a fait mal dans les années 1980 et qui a causé du tort au Québec, a été le rejet du premier référendum par la population. Et

ici, je ne fais pas référence à la souveraineté ou à la séparation, mais plutôt à une réalité. Une occasion unique est donnée à un peuple de se prononcer sur ces questions : « *Voulez-vous être émancipés ? Voulez-vous être libres ? Pouvez-vous prendre vos affaires en main ?* » Et ce peuple refuse. Au nom de quoi ? Au nom de la sécurité et de l'orgueil ! Rappelons-nous l'incident des « Yvette », qui a provoqué de nombreuses réactions à la suite d'une phrase malheureuse prononcée par Lise Payette, alors candidate du Parti Québécois. On a monté toute une histoire autour de cette situation pour faire croire aux gens que ce parti dénigrait les femmes au foyer, les personnes âgées, etc. Ceux du troisième âge ont interprété ces propos comme une insulte et ont choisi de réagir par orgueil au lieu de réfléchir à l'avenir d'un peuple. Pourtant, la question posée était : « *Est-ce que vous voulez bâtir un peuple, un pays ?* » Il ne s'agissait pas d'être contre qui que ce soit, mais de bâtir. Et pour bâtir, le Québec avait besoin de sa population, de son courage, et que celle-ci n'ait pas peur de perdre, comme l'avaient démontré les générations précédentes qui ont eu à construire et à préparer l'avenir de leurs enfants. Et nous, ce que nous avons décidé lors du référendum de 1980, c'est de ne pas perdre nos acquis et notre sécurité.

Choisir la sécurité sans prévoir le futur

Depuis 1990, que fait-on ? On ne parle que de sécurité, de stabilité, de continuité, et on ne veut rien faire pour corriger les erreurs du passé ou anticiper ce qui pourrait arriver dans un avenir rapproché. Ce qui est grave, c'est qu'aujourd'hui, la majorité des électeurs est dans la cinquantaine et plus, et dispose d'un pouvoir qui fait peur aux politiciens, qui ne pensent qu'à une seule chose: comment récolter des votes et gagner le pouvoir, quitte à faire de fausses promesses. Je dirais que ceux qui nous ont dirigés sont allés jusqu'à emprunter partout, à mentir, à endetter le peuple et à hypothéquer l'avenir des générations futures pour rester au pouvoir. Malheureusement, personne n'a réfléchi et analysé les conséquences de cette forme de politique. Les jeunes votent à 18 ans. Mais avant 18 ans, on se fout d'eux, on ne pense pas à eux. Quel est l'état actuel de l'éducation ? On a mis en place plusieurs programmes successifs, de soi-disant transformations et améliorations, mais on constate des échecs partout. Quel est l'état de l'assurance-maladie ? C'est un système de qualité devenu paralysé parce qu'il ne répond plus aux multiples besoins d'une population vieillissante. Les besoins actuels ne sont plus les mêmes qu'auparavant et il ne faut pas oublier que lorsqu'on met un programme en place, ce dernier requiert des moyens et un budget. Dans les années 1970, lorsqu'on a établi le principe de l'universalité des soins de santé, tout le monde travaillait et peu de gens étaient retraités. Il y avait une personne sans emploi pour dix qui travaillaient. Donc, l'investissement dans ce programme ne créait pas de problème et il n'y avait pas de manque à gagner. Aujourd'hui, il y a une personne sans emploi pour cinq qui travaillent. Ainsi, 50 % du budget s'est évanoui, sans mesure de remplacement, alors que la population est vieillissante et que la génération qui a suivi n'a pas fait beaucoup d'enfants. Le système de santé exige des investissements continus. Sans capitaux, il est impossible de maintenir un système de qualité et de bons services pour une population vieillissante qui, malheureusement, ne s'engage pas dans la recherche de solutions. Elle n'exige pas de ceux qui le gèrent de trouver les moyens d'améliorer ce système pour que nos enfants, les générations futures, ne soient pas punis. Donc, sans trop réfléchir, on maintient le système de santé actuel malgré son état déplorable.

Aujourd'hui, on fait tout pour garder la stabilité et ne perdre aucun acquis. On est devenu égoïste et individualiste.

PHOTO : ALL-FREE-DOWNLOAD

À la suite de ces constatations, la réflexion que je propose ne vise pas à critiquer qui que ce soit, mais plutôt à expliquer qu'une société qui continue à être dirigée par des gens proches du troisième ou du quatrième âge, une société qui continue à choisir ses dirigeants en exprimant son besoin personnel à travers son vote, cette

société ne s'expose pas simplement à des dangers, mais aussi à une stagnation qui peut l'entraîner vers le sous-développement. Pourquoi ? Parce que la société actuelle, surtout la génération du troisième âge qui conserve en grande partie le pouvoir, refuse de prendre des risques et de dire la vérité. Elle ne veut pas comprendre que si nous ne pensons qu'à notre sécurité, si nous refusons de bâtir l'avenir et de nous priver comme l'ont fait ceux qui nous ont précédés, la société québécoise risque de stagner. Il ne faut pas oublier que ceux qui ont construit les écoles, les universités, ceux qui ont érigé le système de santé et le système d'éducation se sont privés de beaucoup de choses. Je connais des familles entières qui ont manqué de nourriture pour donner la chance à leurs enfants d'étudier, d'avancer et de se développer.

Avons-nous un projet de société ?

Aujourd'hui, on fait tout pour garder la stabilité et ne perdre aucun acquis. On est devenu égoïste et individualiste. Je dirais même que nous sommes un peuple qui ne voit plus l'avenir. On vit au jour le jour, le reste importe peu. Il n'y a plus de projet de société. Il n'y a plus de passion pour l'avenir. Qu'est-ce qu'on apprend aux jeunes ? Qu'est-ce qu'on observe ? Le décrochage, la drogue, la violence, l'intimidation ! Très peu d'entre eux pensent et croient pouvoir devenir quelqu'un dans la vie. Les filles y pensent davantage, mais un grand nombre de garçons décrochent. Ils pensent à quoi ? Si ce n'est pas le hockey, c'est la violence, les gangs de rue, sans parler de l'abandon des idéaux. Ce phénomène ne se produit pas seulement au Québec. Il s'observe aussi en Europe et aux États-Unis.

> Pour « bâtir un peuple » et continuer à le faire évoluer, à le faire avancer, à donner la chance à la jeunesse de prospérer, il faut investir, il faut aussi sacrifier.

En novembre 2010, on vient de vivre une expérience aux États-Unis où tout le monde dit qu'on a donné une gifle au président Obama[i]. Quelle gifle lui a-t-on donnée ? Ne serait-ce pas plutôt qu'on lui reproche d'être noir et qu'on ne veut plus qu'il soit là ? Il faut être un peuple insensé pour oublier en si peu de temps que la situation reprochée à Obama, c'est Bush qui l'a créée, et même d'autres avant lui. Donc ce n'est pas Obama qui en est responsable. Il a sauvé les États-Unis de la catastrophe. De plus, il est certain que deux ans après avoir été élu, il n'est pas possible d'avoir répondu à tout. Mais Obama dérange par sa couleur, son nom, ses origines familiales et par le fait – une première aux États-Unis – qu'il est un président noir. Avec la vague républicaine au Congrès, beaucoup de projets seront bloqués, juste pour satisfaire l'orgueil de chacun. Le regroupement de droite extrémiste stoppe l'avenir d'un des pays les plus développés au monde. C'est cela la démocratie, dit-on. Si elle donne le droit aux personnes de s'exprimer et de décider de leur avenir, la démocratie ne doit pas leur donner le droit de détruire. Tout ce que recherche ce regroupement extrémiste, comme d'autres regroupements extrémistes, c'est de s'installer et de prendre le pouvoir. Aux États-Unis actuellement, le monde financier veut le pouvoir pour reprendre ce qu'il a perdu pendant la crise, les faillites de banques, etc. Mais reprendre quoi au juste ? C'est grâce à l'argent de l'État et du peuple américain qu'il a pu survivre et sortir de la crise. Malgré tout cela, quelques mois après la crise, on a vu des gens se payer des bonus.

Le présent des baby-boomers, l'avenir compromis des jeunes

Aujourd'hui, nous sommes dirigés par des gens d'un certain âge. Mes travaux m'ont amené à comprendre que lorsqu'on dépasse l'âge de 47 ans, on est davantage intéressé à un bien-être, à une stabilité et à une sécurité qu'à prendre des risques. Pour « bâtir un peuple » et continuer à le faire évoluer, à le faire avancer, à donner la chance à la jeunesse de prospérer, il faut investir, il faut aussi sacrifier. Or, aujourd'hui, une grande partie des 47 ans et plus parlent de l'avenir en termes de stratégies pour conserver leurs privilèges et leur bien-être. C'est grave ! Qu'est-ce qu'on transmet aux jeunes ? Quelles sont les priorités ? On s'intéresse à confier son argent à des institutions chargées de le faire

fructifier pour qu'on puisse aller se la couler douce sous le soleil des mers du Sud. Mais ces institutions investissent n'importe où et dans n'importe quoi.

Plusieurs familles et personnes ont perdu leur fortune parce qu'elles étaient tellement obsédées par l'enrichissement personnel qu'elles ne regardaient pas avec qui elles faisaient affaire. Était-ce des gens honnêtes ou des organisations fiables ? Elles se fiaient uniquement à tout ce qu'on leur promettait. Et tout ce qu'on leur promettait, c'était du vide, une plus-value qui n'avait pas de sens. Par exemple : « Tu achètes une maison pour 200 000$ et on te laisse croire qu'elle vaut 1 million. Tu investis de l'argent et on te dit qu'il te rapportera 7 à 11 % les trois premières années. Et tu crois, comme on dit au Québec, que *l'affaire est ketchup !* » Malheur ! Combien de faillites ont été déclarées ? Combien d'arnaqueurs ont volé des aînés, ou encore ceux de la génération « liberté 55 », qui ne veut plus se prendre en main, ni gérer son argent elle-même, ni continuer à générer de la richesse au pays ? Le grand rêve associé à « liberté 55 » est de placer son argent et de prendre sa retraite. Est-ce acceptable qu'un peuple arrête de fonctionner et ne pense qu'à dépenser ce qu'il a gagné ? Ce peuple a-t-il un avenir ? Cette façon de faire ne contribue pas à la richesse d'un peuple. Sans l'investissement, sans le travail pour consolider l'avenir, on ne peut pas espérer la survie d'un pays.

L'être humain a besoin de courage pour prendre des initiatives. Il a aussi besoin d'occasions et de compétences pour assumer des responsabilités à travers lesquelles il acceptera de prendre des risques pour améliorer sa prospérité. Si le Québec est devenu prospère, on est, aujourd'hui, en train de consommer cette richesse sans réfléchir ni chercher d'autres moyens pour accroître cette prospérité dans l'avenir. On n'a pas analysé les conséquences de la longévité de ceux qui se sont engagés dans le développement économique des glorieuses années passées. Cette longévité nous met devant l'évidence du *chacun-pour-soi et Dieu pour tous*. Chacun a amassé son pactole qu'il essaie de consommer, sans s'inscrire dans une prospérité future. On consomme tout ce qui s'appelle services et privilèges, mais malheureusement, on n'essaie même pas d'investir dans ces services pour continuer à les faire exister.

Où s'en va-t-on ? Quel chemin attend nos jeunes ? Quel est l'avenir de la population si ceux qui ont plus de 60 ans ont pour seuls objectifs de ne rien changer et de continuer à recevoir leur retraite sans penser ou réfléchir à la manière de faire fructifier ce qui a été durement acquis ? Comment améliorer tout cela ? Comment permettre à tous ceux qui suivront d'avoir une qualité de vie semblable à la nôtre ?

La France a connu des manifestations pour dénoncer le report de l'âge de la retraite. C'est le drame ! Le Royaume-Uni commence à comprendre. Ailleurs dans d'autres pays, comme en Italie et en Suisse, on commence aussi à réaliser l'importance de corriger le tir[ii]. Nos dirigeants actuels doivent comprendre qu'on ne peut pas évoluer en cachant la vérité par rapport à une situation catastrophique pour l'avenir.

L'immigration : une solution ?

Est-il possible de sauver le Québec sans inclure la jeunesse dans un projet de société ?

Par ailleurs, ne croyons pas que l'immigration suffira à combler les déficits, car elle est composée de groupes distincts qui ne constituent pas un peuple. Ces groupes immigrent pour améliorer leur sort, vivre avec ce qu'ils gagnent et, si c'est possible, envoyer leurs profits ailleurs[iii]. De plus, lorsqu'on fait la promotion du Québec à l'étranger, on ne dit pas aux immigrants qu'ils ne viennent pas seulement pour s'établir et améliorer leurs conditions, mais également pour participer à un projet de société.

Toutefois, certains considèrent les immigrants comme des citoyens de second ordre ou comme des serviteurs. D'autres vont jusqu'à dire : « *Intégrez-vous et bouclez-la !* » Mais ces gens possèdent déjà leur culture, leurs habitudes, leurs coutumes et lorsqu'ils découvrent qu'on les a fait venir parce qu'on a besoin d'eux, comment voulez-vous qu'ils se comportent ? Est-ce qu'ils vont nous dire : « *On accepte d'être à votre service* » ? Impossible ! En fait, c'est nous qui sommes à leur merci.

Il faut comprendre que l'immigration est une solution temporaire, qu'elle ne résout pas le problème à long terme, car si nous n'intégrons pas tout le monde avec égalité et respect et, comme je l'ai dit il y a quelques années, si on ne crée pas, à travers tous ces groupes, un peuple, une culture québécoise, nous n'aurons pas de solution d'avenir. De plus, si on ne pense pas sérieusement à la natalité, c'est qu'on n'est plus intéressé à l'avenir. Et ce n'est pas avec l'immigration qu'on peut agir dans le sens de la responsabilité par rapport au futur, parce que l'immigrant est avant tout préoccupé par l'avenir de sa famille.

Ensemble, au travail !

Je conclus par diverses questions que je vous soumets afin de réfléchir ensemble et de chercher des réponses avec vous.

Comment pouvons-nous bâtir l'avenir avec des générations égoïstes, individualistes, consommatrices, profiteuses, avec des dirigeants financiers arnaqueurs et des dirigeants politiques peureux ?

Est-il possible de sauver le Québec sans inclure la jeunesse dans un projet de société, sans réfléchir à comment aider les jeunes à devenir responsables pour prendre en main l'avenir et sans travailler avec eux pour bâtir cet avenir ?

Si nous continuons à oublier le sens de l'humain, le sens du peuple et de la nation, pourrons-nous demeurer les maîtres dans notre territoire et le préserver ? Je ne parle pas ici de séparation, mais d'être les propriétaires de ce territoire. Pour cela, il est temps que nous nous libérions de notre peur de perdre. Il est temps que nous pensions à l'avenir dans le sens de préparer des héritiers responsables qui voudront, à leur tour, faire prospérer l'héritage légué par leurs aïeux, des bâtisseurs.

Avec ceux qui ont oublié ou qui ne veulent pas penser à bâtir, qui ne font que consommer et appauvrir le pays, pouvons-nous exiger d'eux de devenir des bâtisseurs ? Pouvons-nous les sensibiliser et les encourager à demeurer au pays sans fuir, à rester propriétaires sans vendre nos terres agricoles, nos biens, notre eau et notre richesse ? Tout cela pour éviter de devenir un jour, non pas *maîtres chez nous*, mais *locataires chez nous*.

Est-il possible de croire que nous avons encore la chance de sauver ce pays, de sauver le Québec et surtout de dire à nos jeunes que nous ne sommes pas des lâches ? L'espoir du Québec est entre nos mains, jeunes et moins jeunes, peu importent notre race, notre religion, notre culture première. À nous d'agir ! ■

NOTES

[i] NDLR : Rappelons qu'« [a]ux élections de mi-mandat de novembre 2010, les Américains assènent aux démocrates une gifle historique. Jamais un parti qui contrôlait la Chambre des représentants n'a subi un tel recul depuis 70 ans. Au Sénat, les gains républicains restreignent la marge de manœuvre des démocrates. Les républicains sont notamment portés par la vague du Tea Party. Ce qui n'était qu'un mouvement de protestation devient une force politique, incarnée par une quarantaine de porte-étendard, dont les nouveaux sénateurs Marc Rubio, en Floride, et Rand Paul, au Kentucky. Peu enclins au compromis, les nouveaux arrivants amènent le Parti républicain plus à droite. »

Source : <http://colereenamerique.radio-canada.ca/10-la-montee-du-mouvement#10-la-montee-du-mouvement>, consulté le 18 juin 2014.

[ii] NDLR : Est-il utile de le rappeler, l'Europe et les pays occidentaux font face à la réduction du nombre de naissances et à l'allongement de l'espérance de vie, qui se traduisent par moins de cotisants aux régimes de retraite qui doivent répondre aux réclamations de plus de pensionnés, dans un contexte de chômage élevé pour la plupart d'entre eux.

[iii] NDLR : « Les transferts de fonds – l'argent que les immigrants envoient aux membres de leur famille dans le pays d'origine – font partie du processus d'immigration depuis longtemps. Or, étant donné les réseaux mondiaux des institutions financières et les technologies de télécommunication maintenant en place, les transferts de fonds partout dans le monde s'effectuent maintenant à un rythme et à un volume inimaginables par les générations précédentes » (Houle et Schellenberg, 2008, p. 7). Ainsi, la Banque mondiale estime à 167 milliards de dollars américains les flux de transferts enregistrés à destination des pays en développement en 2005 (Banque mondiale, 2006, dans Houle et Schellenberg, 2008, p. 7).

Concernant les habitudes des immigrants au Canada, ces auteurs rapportent : « Annuellement, le montant moyen envoyé par les immigrants s'établit à environ 1 450 $, ce qui représente environ 6 % du revenu personnel total avant impôt et environ 3 % du revenu familial total avant impôt. Cependant, il se pourrait que ces estimations soient prudentes, puisque les données recueillies dans le cadre de l'ELIC [Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada] portaient sur les activités de transfert des particuliers plutôt que des familles ou des ménages » (Houle et Schellenberg, 2008, p. 6).

Source : Houle, R. et Schellenberg, G. (2008). *Les habitudes de transfert de fonds chez les nouveaux immigrants au Canada*. Statistiques Canada : Division de l'analyse des entreprises et du marché du travail. Texte intégral en format PDF disponible sur <http://publications.gc.ca/collections/collection_2008/statcan/11F0019M/11F0019MIF2008312.pdf>, consulté le 18 juin 2014.